



HAL
open science

Favoriser l'entrepreneuriat ? De l'autonomie économique à la participation citoyenne à travers l'investissement agricole. Cas de la Tunisie rurale post-révolution.

Mikaël Akimowicz, Kaouther Toumi, Rania Chaabane, Nabil Ghalleb

► To cite this version:

Mikaël Akimowicz, Kaouther Toumi, Rania Chaabane, Nabil Ghalleb. Favoriser l'entrepreneuriat ? De l'autonomie économique à la participation citoyenne à travers l'investissement agricole. Cas de la Tunisie rurale post-révolution.. Congrès National de la Recherche des IUT, Université de Haute-Alsace (UHA) Mulhouse - Colmar [Université de Haute-Alsace (UHA)], Mar 2024, Mulhouse, France. hal-04619725

HAL Id: hal-04619725

<https://hal.science/hal-04619725>

Submitted on 21 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Favoriser l'entrepreneuriat ? De l'autonomie économique à la participation citoyenne à travers l'investissement agricole. Cas de la Tunisie rurale post-révolution.

Mikaël Akimowicz¹

Kaouther Toumi²

Rania Chaabane³

Nabil Ghalleb⁴

Mikael.akimowicz@iut-tlse3.fr kaouther.toumi@iut-tlse3.fr chaabanerania@mail.com ghalleb@gmail.com

¹ IUT, Université de Toulouse – IEP Toulouse – Université Toulouse III Paul Sabatier
Laboratoire d'Etude et de Recherche sur l'Economie, les Politiques et les Systèmes sociaux, EA 4212

^{2,3} IUT, Université de Toulouse – Université Toulouse III Paul Sabatier
Laboratoire de Gestion et des Transitions Organisationnelles, UMR 7416

⁴ Tamkeen for Development, NGO

Thèmes – *Économie - Gestion*

Résumé – *La participation citoyenne est un des piliers du développement durable pour les territoires ruraux. Dans cette communication, nous examinons les retombées d'une initiative menée par une Organisation Non-Gouvernementale. A travers l'autonomisation économique des citoyens, cette dernière vise à favoriser leur autonomisation politique et d'encourager leur engagement civique. Elle s'appuie sur des programmes de formation à la participation citoyenne complétés par la mise à disposition de ressources entrepreneuriales (formations en gestion et agricoles, partenariats avec des institutions de microfinance islamique). Les résultats, obtenus grâce à une approche méthodologique mixte combinant des analyses économétriques et des groupes de discussion, révèlent une perception positive de l'initiative entrepreneuriale agricole par les participants. Cependant, malgré cette réception positive, la complexité inhérente à la création et à la pérennisation d'un projet agricole entrave leur engagement dans des activités de participation citoyenne. Il ressort de ces conclusions qu'un accompagnement à plus long terme des porteurs de projet pourrait significativement améliorer leurs possibilités de s'impliquer dans des démarches de participation citoyenne.*

Mots-Clés – *Développement rural, entrepreneuriat agricole, participation citoyenne, Tunisie post-révolution*

1 Introduction

Dans un contexte de développement économique axé sur la compétitivité des métropoles urbaines, les territoires ruraux ont souvent été relégués à l'arrière-plan. Le retrait des services publics, de plus faibles investissements infrastructurels ou encore l'émigration rurale ont contribué à accroître leur vulnérabilité [1].

Pourtant les territoires ruraux disposent de ressources naturelles et humaines à même de promouvoir un développement autonome. En particulier, une activité agricole paysanne, respectueuse des écosystèmes pourrait jouer un rôle crucial dans l'amorce de trajectoires originales de développement territorialisé [2].

Toutefois, le développement d'une agriculture paysanne est souvent entravé par des difficultés de financement, notamment lorsque les futurs agriculteurs ne sont pas eux-mêmes issus du milieu agricole. Les investissements initiaux et l'accès au foncier sont des freins significatifs à l'installation. Toutefois les institutions de microfinance ont le potentiel pour contribuer à lever ces barrières [3].

Dans cette communication, nous analysons le fonctionnement d'un programme de développement dont l'objectif est d'accroître l'autonomie politique des jeunes ruraux grâce à leur autonomisation économique. Le programme repose sur le financement de projets entrepreneuriaux agricoles dans le nord-ouest de la Tunisie. L'objectif est de discuter la nature capacitante de l'environnement dans lequel évoluent les bénéficiaires du programme et notamment le rôle de l'organisation non-gouvernementale porteuse du projet.

2 Cadre conceptuel

Le cadre conceptuel repose sur le concept de développement socialement durable – « un développement qui garantit aux générations présentes et futures l'amélioration des capacités de bien-être (sociales, économiques ou écologiques) pour tous, à travers la recherche de l'équité, d'une part, dans la distribution intra-générationnelle de ces capacités et, d'autre part, dans leur transmission inter-générationnelle » [4].

« La capacité désigne en priorité l'aptitude à s'imputer une responsabilité. Cette responsabilité est un ensemble de droits et obligations que reconnaît la personne et qui la fonde. Cette capacité est première car elle fonde le sujet de droit, lui donnant une identité personnelle et collective » [5]. Elle est associée à des capacités individuelles et collectives entendues comme la liberté effective à mettre en œuvre un mode de fonctionnement parmi ceux qui composent la vie [6].

La liberté réelle des personnes à choisir la vie qu'elles entendent mener pour les raisons qui leur sont propres « met l'accent sur les ressources accessibles à cette fin dans un environnement et (...) sur les facteurs qui

permettent de convertir ces ressources en réalisations de valeur pour les personnes concernées » [7]. Certains environnements ou organisations dits capacitants peuvent ainsi se montrer plus favorables à la conversion des ressources par les individus et accroître leur autonomie.

L'autonomisation économique des individus contribuerait à leur autonomisation politique. D'une part, l'agencité économique (la capacité à définir des buts et à agir de manière cohérente pour les atteindre) favoriserait une meilleure perception de l'efficacité personnelle et le sentiment d'être un facteur de changement. D'autre part, la participation à des réseaux économiques améliorerait l'accès à l'information et renforcerait les opportunités d'action collective, notamment pour remédier aux déficiences des pouvoirs publics d'états faillis.

3 Méthodologie

La méthodologie repose sur une approche par méthodes mixtes intégrant analyses quantitatives et qualitatives afin d'améliorer la compréhension et d'accroître la représentativité des résultats [8]. Dans cette communication, la portée générale des résultats économétriques est enrichie par les nuances obtenues au cours des groupes de discussion et des entretiens.

3.1 Analyse économétrique

Un questionnaire a été distribué à environ 450 des 1200 participants au programme ; 343 réponses complètes ont été utilisées. Dans cet échantillon, 64% ont entre 24 et 35 ans, 62% n'ont pas de formation universitaire, 62% ont un projet agricole, 35% sont des femmes et 22% sont allés au bout du projet (formation agricole, entrepreneuriale et microfinancement). Le modèle estimé est le suivant :

$$PE_i = C + \beta_{1,i} * EE_i + \beta_{2,i} * EDP_i + \beta_{3,i} * EE_i * EDP_i + \sum_{j=4}^n \beta_j * X_{j,i} + \delta_i$$

Où i indique l'individu i , PE est la valeur d'autonomie politique, C la constante, EE la valeur d'autonomie économique, EDP l'accès au programme de développement conditionnant l'accès aux ressources entrepreneuriales (formations et microfinance), β_j les coefficients estimés des variables de contrôle X_j et δ le coefficient d'erreur.

3.2 Entretiens et groupes de discussion

Des focus groups ont été conduits environ un an après le commencement des projets agricoles (26 participants). En raison des difficultés d'accès aux lieux de rendez-vous pour les groupes de discussion et afin de faciliter la participation des enquêtés, il a été nécessaire de remplacer occasionnellement les groupes de discussion (24 personnes) par des entretiens semi-directifs (2 personnes).

Les questions ont porté sur (i) le projet Agricole ; (ii) les bénéfices perçus du programme ; (iii) les conditions de microfinancement ; (iv) la constitution de réseaux ; (v)

l'implication dans des activités de participation citoyenne.

4 Résultats

Les résultats économétriques corroborent, d'une part, une association positive et significative entre autonomies économique et politique. Cela suggère que les individus dotés d'une meilleure capacité de prise de décisions économiques et engagés dans des réseaux économiques ont tendance à manifester une plus grande autonomie politique. D'autre part, les résultats indiquent que l'augmentation des opportunités économiques des résidents ruraux par le biais d'une fourniture de ressources, telles que l'accès aux formations et au microcrédit, renforce le lien existant entre autonomies économique et politique. Cependant, malgré cet effet modérateur positif observé de l'EDP sur l'autonomie économique et politique, les résultats révèlent un impact négatif de l'accès aux ressources sur l'autonomisation politique des entrepreneurs agricoles en phase de développement de leurs projets.

Les entretiens et les groupes de discussion ont enrichi ces résultats et en ont nuancé la portée. Les participants ont tout d'abord reconnu avoir acquis des connaissances sur les pratiques de démocratie participative, un prérequis à l'autonomisation politique et à la participation citoyenne. Ces connaissances se sont traduites par une participation active à des processus de décision publique avec les autorités locales, une implication informelle au sein des communautés, parfois avec le soutien des réseaux sociaux, ou encore par la création d'actions collectives (coopératives, associations). Malheureusement, certaines de ces initiatives ont perdu de leur vigueur une fois la formation terminée, notamment du fait de la pandémie de COVID-19.

L'accès au crédit a été unanimement salué par les participants qui rencontrent généralement des difficultés financières pour investir. Cependant, les contraintes imposées par la microfinance islamique, notamment l'obligation de recourir à un fournisseur présélectionné par l'institution de microfinance, ont été largement critiquées. Certains participants ont déploré un manque de sérieux de la part de ces fournisseurs, accusés de pratiquer des prix élevés ou de livrer des animaux malades, malgré les mesures mises en place par l'association pour prévenir ces pratiques.

La formation agricole a également été bien accueillie par les participants qui ont exprimé avoir acquis des compétences techniques rapidement. Malgré des défis, leur motivation à poursuivre leurs activités agricoles semble inchangée. Les participants ont souligné le besoin d'un accompagnement supplémentaire, en particulier sur le plan vétérinaire pour assurer une alimentation adéquate des animaux et améliorer le diagnostic des maladies. Ils ont également souligné l'importance de faire partie d'un

écosystème entrepreneurial pour renforcer leurs réseaux économiques, tirer profit de l'expérience d'entrepreneurs réussis et accéder aux marchés.

5 Conclusions

Favoriser l'entrepreneuriat semble donc contribuer positivement à l'autonomisation politique dans les territoires ruraux. L'activité agricole de qualité apparaît attractive pour les populations locales qui se sont emparées des opportunités offertes par l'ONG. Le recours à la microfinance islamique favorise une forme de suivi des transactions réalisées et une plus grande diversité de partenaires pourrait contribuer à limiter l'opportunisme des fournisseurs. Enfin, la difficulté de l'activité agricole, et notamment de l'élevage, nécessite un accompagnement dans le temps long des participants qui, surtout lorsqu'ils ne sont pas issus du milieu agricole, peuvent avoir des difficultés.

6 Remerciements

Les auteurs expriment leur gratitude à toute l'équipe Tamkeen for Development, plus particulièrement, à Noelle Laouini pour son travail de recueil des données.

Références

- [1] Mikaël Akimowicz, S. Ashleigh Weeden, Ryan Gibson. 2023. Searching for a conceptual nexus? A critical analysis of community, place, and territorial approaches to rural development, *The Annals of Regional Science*, 71(1), p. 9 – 26.
- [2] Jean-Marc Callois. 2022. *Le renouveau des territoires par la bioéconomie : les ressources du vivant au cœur d'une nouvelle économie*, Quae.
- [3] François Doligez, Jean-Pierre Lemelle, Cécile Lapenu, Betty Wampfler. *Financing agricultural and rural transitions, Challenges for African Agriculture*, ouvrage collectif. J.C. Devèze (Ed.), World Bank, 2011.
- [4] Jérôme Ballet, Jean-Luc Dubois, François-Régis Mahieu. 2004. A la recherche du développement socialement durable : concepts fondamentaux et principes de base, *Développement Durable et Territoires* [Online], Dossier 3, 1165.
- [5] Jérôme Ballet, François-Régis Mahieu. 2009. Capacité et capacité dans le développement : repenser la question du sujet dans l'œuvre d'Amartya Sen, *Revue Tiers Monde*, 198(2), p. 303 – 316.
- [6] Amartya K. Sen. 2004. Elements of a theory of human rights, *Philosophy and Public Affairs*, 32 (4), p. 315 – 356.
- [7] Josiane Véro, Bénédicte Zimmermann. 2018. A la recherche de l'organisation capacitante : quelle part de liberté dans le travail salarié ?, *Savoirs*, 47(2), p. 131 – 150.
- [8] Mikaël Akimowicz, Richard J. Vyn, Harry Cummings, Karen Landman. 2018. An introduction to mixed methods research in agricultural economics: The example of farm investment in Ontario's Greenbelt, Canada. *Journal of Rural Studies*, 61, p. 162 – 174.